



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ENERGY/GE.3/2003/6
2 juillet 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DE L'ÉNERGIE DURABLE

Groupe spécial d'experts chargé de l'harmonisation de
la terminologie des réserves ou ressources énergétiques
Troisième session, 30 et 31 octobre 2003

RAPPORT

I. INTRODUCTION

1. La troisième session du Groupe spécial d'experts chargé de l'harmonisation de la terminologie des réserves ou ressources énergétiques s'est tenue à Genève, les 30 et 31 octobre 2003. Y ont participé les représentants des pays suivants: Bulgarie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Hongrie, Norvège, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovénie, Turquie et Ukraine.
2. Des représentants des pays suivants ont également participé à la session au titre de l'article 11 du Règlement intérieur de la Commission: Algérie, Chine, Koweït, Jamahiriya arabe libyenne, Nigéria et Viet Nam. Ils représentaient des compagnies pétrolières nationales et les administrations publiques concernées. La participation des États membres de l'OPEP a été facilitée par le secrétariat de l'OPEP à Vienne.
3. Les organisations internationales ci-après étaient également représentées: Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Conseil mondial de l'énergie (CME), World Petroleum Congress/Society of Petroleum Engineers/American Association of Petroleum Geologists (WPC/SPE/AAPG) et Fédération européenne des géologues (EFG).

II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

4. L'ordre du jour provisoire a été adopté sans modification (ENERGY/GE.3/2003/5). Tous les documents présentés à l'occasion de cette session peuvent être consultés sur Internet à l'adresse: www.unece.org/ie/se/docs/reserves3.html.

III. OUVERTURE DE LA SESSION

5. M. Frédéric Romig, Directeur de la Section de l'énergie durable, Division de la restructuration industrielle, de l'énergie et du développement des entreprises de la CEE, a ouvert la session. Il a rappelé les décisions du Comité de l'énergie durable relatives aux activités du Groupe spécial d'experts (ECE/ENERGY/49) et a décrit brièvement les objectifs de la réunion.

IV. ÉLECTION DU BUREAU

6. M. S. Heiberg (Norvège) a été réélu Président de la réunion; M. A. Subelj (Slovénie) et M. T. Ahlbrandt (États-Unis) ont été réélus Vice-Présidents.

V. PROGRÈS RÉALISÉS DANS L'HARMONISATION DE LA CCNU ET DES AUTRES CLASSIFICATIONS INTERNATIONALES (point 2 de l'ordre du jour)

a) CCNU et Classification SPE/WPC/AAPG des hydrocarbures

7. M. P. Blystad, Coordonnateur du Sous-Groupe des hydrocarbures, a présenté la dernière version de la «Classification-Cadre des Nations Unies (CCNU) appliquée aux ressources pétrolières» (document ENERGY/GE.3/2003/1). Cette version est le fruit d'une coopération et d'une coordination substantielles entre les pays et les organisations internationales spécialisées dans l'évaluation, la gestion et la comptabilisation des réserves ou des ressources pétrolières.

8. M. J. Ross, représentant du Comité des réserves pétrolières et gazières de la SPE/WPC/AAPG, a décrit l'évolution de la Classification SPE/WPC/AAPG des réserves ou ressources pétrolières (1997-2000), ainsi que l'évolution des directives correspondantes relatives à l'évaluation des réserves ou ressources pétrolières (2001). Ce système forme une approche cohérente de l'évaluation des risques et des incertitudes pour toutes les réserves lors de l'élaboration de projets. Le système SPE/WPC/AAPG de classification des ressources est actuellement largement accepté par l'industrie et les organisations du monde entier, mais les compagnies pétrolières et gazières cotées en bourse aux États-Unis ne doivent faire état que des réserves prouvées, conformément aux règles de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, ce qui donne lieu à un certain nombre de contradictions.

9. M. Ross a souligné que la CCNU appliquée aux ressources pétrolières, telle qu'élaborée et présentée par le Sous-Groupe des hydrocarbures de la CEE, était très proche de la Classification SPE/WPC/AAPG. L'axe des projets de terrain est désormais conforme à l'approche fondée sur l'état d'avancement des projets et envisagée dans la Classification SPE/WPC/AAPG. Par ailleurs, la CCNU offre un bon moyen d'établir un lien clair et direct avec les autres systèmes et cette harmonisation doit être à la base de tout système internationalement cohérent d'information sur les réserves et ressources pétrolières.

b) CCNU et Classification AIEA/AEN pour l'uranium

10. M. A. Subelj, Vice-Président, a décrit les progrès réalisés dans l'harmonisation de la CCNU et de la Classification AIEA/AEN pour les réserves ou ressources d'uranium. Il avait soumis au Groupe AEN/AIEA de l'uranium, sur la demande de celui-ci, une nouvelle proposition plus acceptable sur la façon de faire correspondre les deux classifications,

proposition que le Groupe devait examiner au cours d'une réunion prévue à Paris en même temps que la présente session du Groupe spécial.

c) Application de la CCNU au charbon et aux ressources minérales

11. M^{me} M. Ersoy, Coordinatrice du Sous-Groupe spécial du charbon et des ressources minérales, a fait le point sur l'application de la CCNU au charbon et aux ressources minérales et a présenté les points de vue exprimés par le Groupe spécial d'experts en ce qui concerne l'harmonisation des définitions pour l'ensemble des ressources énergétiques et minérales. Elle a souligné que l'accord conclu entre l'Équipe spéciale de la CEE et le Groupe du CMMI pour les définitions des ressources minérales (ENERGY/2000/11) devait être respecté scrupuleusement lors de l'élaboration de la CCNU, afin que soient également pris en compte le pétrole, le gaz naturel et l'uranium.

12. Un certain nombre d'experts ont souligné qu'il existait une différence entre la classification des produits pétroliers et les classifications du charbon et de l'uranium, mais que l'harmonisation de ces différentes classifications devait s'opérer au moyen du code à trois chiffres. Les processus concernant les produits pétroliers sont plus complexes et plus intimement liés aux processus industriels et à l'information financière. C'est en particulier pour cette raison que le Sous-Groupe des hydrocarbures a élargi les concepts d'axe économique en introduisant les mots «commercial pour raisons économiques», en lieu et place du mot «économique», comme pour les ressources minérales. Dans la pratique en effet, cela implique un examen des aspects commerciaux au sens large (y compris, notamment, les coûts, les prix, le calendrier et les dispositions juridiques, fiscales et commerciales), c'est-à-dire en ne se limitant pas aux coûts, aux prix et au calendrier.

VI. PROGRÈS RÉALISÉS DANS L'ADAPTATION DE LA CCNU AUX PAYS ET À DIFFÉRENTS GISEMENTS: ÉTUDES DE CAS (point 3 de l'ordre du jour)

a) CCNU et classifications nationales

13. Dans un certain nombre de pays, des efforts ont été entrepris pour adapter les classifications nationales aux principes de base de la Classification-Cadre des Nations Unies. Des études de cas ont été réalisées dans la Fédération de Russie, en Pologne, en Roumanie, en Chine et en Norvège. Elles peuvent être consultées sur le site Web de la CEE (www.unece.org/ie/se/docs/reserves3.html).

14. M. G. Gabrielyants, Conseiller du Ministre russe des ressources naturelles, a fait savoir au Groupe spécial qu'une nouvelle classification nationale des produits pétroliers était en cours d'élaboration. À l'image de la CCNU, cette classification est multidimensionnelle et ses critères concernant les connaissances géologiques et la faisabilité économique correspondent généralement à ceux de la CCNU. Bien que les différentes catégories de la classification russe apparaissent en lettres et non en chiffres comme dans la CCNU, il ne devrait pas être trop difficile de rendre les deux classifications comparables et compatibles. Pourtant, à ce stade, de nouveaux efforts doivent être entrepris pour harmoniser la répartition des catégories sur l'axe G: connaissances géologiques.

15. En Pologne et en Roumanie, des efforts ont également été entrepris dans le but d'adapter les classifications nationales de ces deux pays aux critères de la CCNU. M. M. Hoffmann, Compagnie pétrolière et gazière polonaise, et M. S. Przennioslo, Institut géologique polonais, ont indiqué que lors de l'évaluation de deux découvertes (gisement pétrolier BMB et gisement de gaz naturel de Koscian) en Pologne, l'application simultanée de la classification nationale et de la CCNU avait permis d'obtenir des résultats numériquement très proches; les catégories de la classification polonaise (A, B, C1, C2) pouvaient tout simplement être intégrées dans la CCNU. L'Agence nationale roumaine des ressources minérales a obtenu les mêmes résultats après le même exercice, alors qu'elle tentait d'harmoniser la classification nationale roumaine (1998) et la CCNU.

16. M. Y. Hu, ingénieur en chef, Ministère chinois de la terre et des ressources, a fait le point sur le développement de la classification chinoise des réserves et ressources. Depuis 1998, le Ministère travaille à la modification des critères utilisés pour classer et évaluer les ressources énergétiques et minérales en Chine, en prenant en compte la Classification SPE/WPC/AAPG et la CCNU.

b) Application de la CCNU à différents gisements

17. M. P. Blystad, Direction norvégienne des hydrocarbures, et M. G. Gabrielyants, Ministère russe des ressources naturelles, ont présenté conjointement une étude de cas sur un gisement pour illustrer la façon d'appliquer la CCNU aux gisements terrestres et aux gisements offshore et montrer comment la CCNU pouvait être utilisée comme pont entre les différentes classifications nationales. L'étude de cas a permis de tirer les conclusions suivantes:

- La CCNU est considérée comme adaptée et flexible pour classer les gisements pétroliers norvégiens;
- La CCNU peut être utilisée comme instrument de comparaison de différents systèmes de classification;
- La CCNU peut être testée par l'utilisation de différentes classifications sur un même gisement ou sur une même découverte;
- Certains problèmes se posent lors de la comparaison ou de l'harmonisation des classifications norvégienne et russe. Ces difficultés s'expliquent par les différences de pratique existantes en matière d'exploration, de mise en valeur et de production, que ce soit sur terre ou en mer;
- Il faudrait mener davantage d'études de cas pour être en mesure d'affiner et d'améliorer la CCNU.

18. M^{me} M. Ersoy, Charbonnages turcs (TKI), a présenté une étude de cas sur la CCNU appliquée au gisement de lignite de la région minière de Yatagan-Eskihisar (ENERGY/GE.3/2003/3/Add.1). Au cours de cette étude, une comparaison a été réalisée entre la classification turque actuelle et la CCNU. Cette comparaison a montré que la CCNU pouvait parfaitement être adaptée aux gisements de lignite de Turquie. Par ailleurs, la CCNU a permis

d'évaluer la viabilité économique de toute la région minière, alors que la classification turque, qui repose exclusivement sur une évaluation géologique, n'offrait pas cette possibilité.

**VII. POSSIBILITÉS D'UTILISER LA CCNU À D'AUTRES FINS QUE
L'ÉVALUATION, NOTAMMENT LA GESTION DES RESSOURCES,
LA COMPTABILITÉ, LA GARANTIE DES INVESTISSEMENTS**
(point 4 de l'ordre du jour)

19. M. S. Heiberg, compagnie STATOIL, et M. P. Blystad, Direction norvégienne des hydrocarbures, ont présenté un exposé conjoint pour montrer comment la CCNU pouvait être utilisée en tant qu'instrument de gestion pour l'exploration et l'exploitation des ressources énergétiques, avec un accent particulier sur les hydrocarbures. Ils ont décrit le rôle que les pouvoirs publics, les industriels et les organisations internationales devraient jouer pour optimiser l'exploitation économique des ressources disponibles et ont souligné la nécessité de faire évoluer le secteur des hydrocarbures vers un modèle de développement mieux adapté. Ils ont conclu que la CCNU était conçue pour permettre une efficacité économique durable d'un bout à l'autre du processus, de l'exploration à la fermeture.

20. M. Michael Lynch-Bell, Ernst & Young LLP (Royaume-Uni), a présenté un exposé consacré aux réserves pétrolières et aux besoins actuels en matière d'information financière. Il a expliqué que plusieurs approches étaient actuellement utilisées, mais qu'il n'y avait aucune cohérence dans la comptabilisation financière des réserves d'hydrocarbures, alors que la communauté internationale et les marchés financiers souhaiteraient voir appliquer une approche unique. Des initiatives dans ce sens ont été prises pour élaborer des normes internationales relatives à la présentation des rapports financiers pour toutes les compagnies d'extraction recensées, y compris celles qui opèrent dans l'Union européenne. M. Lynch-Bell a souligné qu'il était de ce fait particulièrement souhaitable que la CCNU soit achevée en temps voulu, car cela permettrait d'apporter une contribution utile au débat international sur l'information financière.

VIII. PÉRIODE D'ESSAI D'UN AN: CONCLUSIONS GÉNÉRALES
(point 5 de l'ordre du jour)

21. Il a été conclu que les différents éléments de la CCNU étaient à présent suffisamment bien définis et éprouvés pour permettre l'élaboration d'une version révisée de la CCNU intégrant les classifications pour le charbon, l'uranium, les autres ressources minérales solides et les hydrocarbures. Cette classification reposerait sur les similitudes entre ces secteurs, mais les différences de fond seraient tout de même prises en compte.

IX. CCNU ET ENQUÊTE DU CME SUR LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES
(point 6 de l'ordre du jour)

22. M. D. Kelter, Conseil mondial de l'énergie (CME), a présenté une proposition sur la façon dont la CCNU pourrait être utilisée dans le cadre de l'évaluation des ressources énergétiques mondiales que constitue l'enquête du CME sur les ressources énergétiques. Cette proposition, qui doit être soumise au prochain Congrès mondial de l'énergie (Sidney (Australie), septembre 2004), a été établie en étroite coopération avec le Président et les coordonnateurs des sous-groupes. Ce document établit un schéma pour les catégories de la CCNU appliquées au questionnaire réalisé par le Conseil mondial de l'énergie aux fins de son enquête sur les

ressources énergétiques. Les premières réactions des membres du secrétariat du CME ont confirmé que des efforts supplémentaires devaient être entrepris pour mettre au point des agrégats de catégories appropriés aux fins de l'enquête sur les ressources énergétiques. Dans ce contexte, il faudra prendre en compte la nécessité pour le CME de maintenir une certaine continuité dans ses définitions entre les enquêtes triennales, afin de permettre l'établissement de séries temporelles. Il a été décidé de poursuivre les consultations avec le secrétariat du CME afin que la proposition puisse être appliquée lors de la prochaine enquête, en 2007.

X. SÉMINAIRES RÉGIONAUX SUR L'APPLICATION DE LA CCNU À DIFFÉRENTS PAYS ET À DIFFÉRENTES RÉGIONS (point 7 de l'ordre du jour)

23. M. G. Gabrielyants, Fédération de Russie, et M. A. Dahmani, représentant du secrétariat de l'OPEP, ont rendu compte des séminaires régionaux consacrés à l'application de la CCNU aux ressources énergétiques, organisés à Moscou, en avril 2003, et au siège de l'OPEP, à Vienne, en mai 2003. Suite aux recommandations adoptées lors du dernier séminaire, un rappel a été adressé aux secrétariats de la CEE et de l'OPEP concernant la nécessité d'organiser en 2004 un séminaire régional destiné aux États du Moyen-Orient membres de l'OPEP, conjointement avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO).

24. Le Groupe spécial d'experts a reconnu que des progrès significatifs avaient été réalisés depuis le lancement de ce projet (novembre 2001), grâce à une coordination efficace et à une coopération constructive entre les différents sous-groupes, le Bureau et le secrétariat de la CEE. Plusieurs réunions et conférences téléphoniques ont été organisées par le Président et le Coordonnateur du Sous-Groupe des hydrocarbures. Les organisations internationales partenaires dans le cadre de ce projet, c'est-à-dire le CME, la SPE/WPC, l'AIEA, l'OPEP et l'EFG, se sont montrées très coopératives.

25. La nécessité de promouvoir sans tarder la CCNU auprès d'utilisateurs potentiels tels que les organes nationaux chargés des enquêtes géologiques, de l'industrie minière et de la réglementation correspondante, des universités, des compagnies d'exploration et d'exploitation et des associations et organismes professionnels internationaux a été soulignée. D'autres séminaires régionaux devraient être organisés dans différentes sous-régions. Les prochaines conférences et réunions de l'OPEP, de la SPE/WPC, de l'AIEA, du WMC, de l'EFG et du CME devraient constituer autant de cadres appropriés pour faire connaître et promouvoir la Classification.

XI. PROGRAMMES ET ACTIVITÉS FUTURS (point 8 de l'ordre du jour)

26. Le Groupe spécial s'est interrogé sur la suite à donner à ces activités, se demandant s'il fallait les limiter à la promotion de l'application pratique de la CCNU aux pays, aux régions et aux organisations internationales spécialisées dans la classification ou l'évaluation des ressources énergétiques, s'il fallait, au contraire, les étendre à l'étude de l'impact potentiel de l'application de la CCNU sur la durabilité du secteur énergétique primaire, en particulier sur l'exploration et la production de ressources énergétiques fossiles, et, enfin, comment l'application de la CCNU pouvait contribuer à améliorer la gestion de l'ensemble du processus

et alimenter la reprise économique des industries extractives, développant du même coup la durée du cycle d'un même produit.

27. Le Président a présenté un aperçu de la façon dont le Bureau du Groupe spécial envisageait l'avenir des activités en la matière. Selon le Bureau, les futures activités devraient être liées au mandat du Comité de l'énergie durable de la CEE, notamment par le biais de la promotion de politiques en faveur de l'énergie durable et de la sécurité des approvisionnements. Dans ce contexte, le Groupe spécial d'experts souhaitera peut-être élargir son mandat en conservant, dans son programme de travail, l'application de la CCNU aux ressources énergétiques en tant que point de départ d'autres mesures en faveur de l'énergie durable. Par exemple, comment faire en sorte que la CCNU contribue à la mise en œuvre de politiques de promotion de l'exploitation des sources d'énergie extractives fossiles compatibles avec le besoin d'une énergie durable et, du même coup, comment créer des conditions préalables plus favorables à une extraction plus efficace et moins nocive de ressources énergétiques? La CCNU peut, dans une de ses nombreuses applications, jouer un rôle important dans la création de normes communes et acceptées au niveau international relatives à la présentation des rapports financiers, normes auxquelles la communauté internationale aspire tant aujourd'hui. Elle peut être utilisée efficacement pour rendre compte des réserves et des ressources estimées aux niveaux international et national ainsi qu'à celui des compagnies, et de nouveaux efforts doivent être entrepris pour parvenir à des résultats satisfaisants.

28. Après un débat approfondi, le Groupe spécial d'experts a:

- a) *Approuvé* le travail fait jusqu'à présent et estimé que la CCNU était, pour l'essentiel, achevée; le Bureau et les Coordonnateurs des sous-groupes pourront, si nécessaire, améliorer certains points de détail au cours des trois mois à venir;
- b) *Recommandé* au Comité de l'énergie durable d'adopter la Classification et de prendre des mesures en faveur de sa promotion dans le monde;
- c) *Fait part* de sa gratitude à la WPC/SPE/AAPG, à l'OPEP, à l'AIEA, au CME et à l'EFG pour leur contribution de fond à ses travaux;
- d) *Remercié* le Bureau du Groupe spécial et les coordonnateurs des sous-groupes d'avoir tenu un certain nombre de réunions et de conférences téléphoniques, soucieux qu'ils étaient d'associer de nombreux experts et organisations à ce projet;
- e) *Remercié* le Ministère russe des ressources naturelles et le secrétariat de l'OPEP d'avoir organisé, en 2003, des séminaires consacrés à l'application de la CCNU;
- f) *Recommandé* aux secrétariats de la CEE et de l'OPEP de prendre les premières mesures en vue d'appliquer la CCNU aux hydrocarbures et d'organiser, à cette fin, un séminaire régional destiné aux États du Moyen-Orient membres de l'OPEP dans le courant du premier semestre de l'année 2004;

- g) *Recommandé* de développer son appui au Comité de l'énergie durable en créant de meilleures conditions pour envisager une extraction plus efficace et moins nocive de ressources énergétiques, dans le cadre de son futur programme de travail. Il s'agit notamment d'appuyer l'élaboration de stratégies d'exploitation des combustibles fossiles répondant au besoin d'une énergie durable;
- h) *Prié* le Comité de l'énergie durable de proroger de deux ans le mandat du Groupe spécial d'experts,
- i) *Jugé* opportun que le Groupe spécial soit dorénavant appelé Groupe spécial d'experts sur l'approvisionnement en combustibles fossiles, afin de mieux refléter la nature de ses travaux;
- j) *Reconnu* la nécessité de coopérer, dans le cadre du nouveau mandat, avec les organisations internationales telles que le Conseil international des normes comptables (IASB), le Comité des réserves pétrolières et gazières de la SPE ou le World Petroleum Congress (WPC), dans le but d'adapter la CCNU aux besoins dictés par les normes internationales relatives à la présentation des rapports financiers, y compris l'établissement de normes adaptées sur les conditions commerciales permettant de déterminer les réserves signalées et de normes relatives à la mesure de leur valeur;
- k) *Reconnu* qu'il était nécessaire de renforcer la coopération avec les secrétariats de l'AIEA, de l'Agence internationale de l'énergie, de l'International Energy Forum (IEF), de l'OPEP, du CME et du WPC, dans le but d'introduire les principes de la CCNU dans les enquêtes sur les ressources en énergie fossiles et dans toutes les considérations afférentes à l'approvisionnement;
- l) *Proposé* de développer, dans le cadre de son futur programme de travail, un savoir-faire en matière d'assistance aux pays et régions en ce qui concerne l'évaluation, l'estimation et la classification des ressources;
- m) *Proposé* la création d'équipes nationales chargées d'adapter les classifications nationales à la CCNU.
